

Les accusations de l'ONU sont "politiquement motivées", selon Bujumbura

@rib News, 20/09/2016 - Source AFP Les conclusions de la mission d'enquête de l'ONU qui a dit craindre mardi de possibles crimes contre l'humanité et le risque de génocide au Burundi sont "politiquement motivées", a réagi le gouvernement burundais. "Les accusations des enquêteurs de @UNHumanRights sont politiquement motivées et basées sur des témoignages anonymes, non vérifiés", a dénoncé le responsable de la communication de la présidence burundaise, Willy Nyamitwe, sur son compte twitter.

"@UNHumanRights n'a pas respecté les règles d'usage en publiant ce rapport sans la réponse du @BurundiGov", a-t-il affirmé. Il a ajouté que le gouvernement burundais avait transmis à la commission de l'ONU "un document de 40 pages répondant à ce rapport biaisé et politiquement orienté". Cette commission a accusé dans un rapport publié mardi le gouvernement burundais d'être responsable de graves violations des droits, "systématiques et constantes", et mis en garde contre de possibles "crimes contre l'humanité" et un "grand danger de génocide". Les trois enquêteurs de l'ONU estiment que ces exactions sont "commises principalement par des agents de l'Etat et ceux qui sont liés à eux", et déplorent l'approche du gouvernement burundais qui consiste "à nier automatiquement et en quasi-totalité" ces allégations. Les enquêteurs ont compilé une liste des auteurs présumés qui ont été nommés à plusieurs reprises victimes et les ont nommés comme responsables de violations graves des droits de l'Homme. Cette liste sera partagée avec les "mécanismes judiciaires pertinents". Le Burundi est plongé dans une grave crise marquée de violences et de nombreux cas de torture depuis que le président Pierre Nkurunziza a annoncé en avril 2015 sa candidature à un troisième mandat controversé, avant d'être réélu en juillet 2015. Ces violences ont poussé près de 300.000 personnes à quitter le pays, selon le Haut-commissariat de l'ONU pour les réfugiés.